

Tandem

Ensemble pour les jeunes et les familles



Vol. 7, n° 1
Janvier 2011

SOMMAIRE

1
Résultats de recherche
*Être gay ou lesbienne
au quotidien*

4
Colloque JEFAR 2010
Jeunes à risque et sexualité

6
Entrevue
Lorraine Juneau,
révisseuse au CJQ-IU
*À propos de la recherche-
action « Violence conjugale
et maltraitance : agir
ensemble pour le mieux-être
des enfants »*

7
Conférence du CJQ-IU
*Le deuil vécu par les enfants
et les adolescents : enjeux
et intervention*

8
Projet étudiant
*Dans la peau des jeunes
délinquants*

Être gay ou lesbienne au quotidien



Michel Dorais, chercheur

stigmatisation ou l'agression. « *De nombreux jeunes se sont faits mettre dehors de chez leurs parents, d'autres ont été rejetés, violés, battus, discriminés par leurs pairs. Plusieurs ont peur des réactions des gens qui les entourent, du jugement, de perdre leur emploi ou des gens qu'ils aiment* », rapporte Michel Dorais, chercheur et professeur à l'École de service social de l'Université Laval, responsable de l'analyse des résultats d'un sondage réalisé cette année en France auprès de 500 jeunes gays et lesbiennes. « *Un petit gars a même été tiré dessus à coups de carabine par son père* »... Portrait sommaire de cette jeunesse arc-en-ciel en difficulté.

« *Les gens veulent être acceptés, être authentiques, mais ils ne veulent pas être des bouc-émissaires. Ils ne veulent pas se cacher ni révéler leur homosexualité en tous lieux et circonstances, sans armure. Il y a certains moments où c'est nécessaire de se protéger* », constate le chercheur. Cependant, la moitié des enquêtés mentionnent que ce silence sur leur vie amoureuse leur donne l'impression de vivre des vies parallèles à la maison, entre amis et au travail, des vies secrètes, autrement dit. Or, ce n'est pas toujours facile de mener une double vie (d'esquiver les questions personnelles ou de cacher sa peine lorsque ça ne va pas dans sa vie de couple, par exemple) !

Annie Vaillancourt
Rédaction

Le coming out sélectif, c'est l'art de gérer les risques associés au fait de s'affirmer plus ou moins ouvertement comme une personne homosexuelle. C'est un calcul coûts-bénéfices difficile à faire qui consiste à choisir à qui on se dévoile ou non pour éviter le plus possible le rejet, la

...Suite page 2 – Être gay...

Ce sondage mis en ligne par le Refuge, un organisme français qui héberge et vient en aide aux jeunes gays et lesbiennes en détresse, révèle que la majorité opte pour un *coming out* sélectif lorsqu'est venu le temps de sortir du placard, plutôt qu'un *coming out* global (ou un silence total). Et en général, les jeunes gays et lesbiennes commencent à se dévoiler cinq ans après avoir pris conscience de leur homosexualité. Précisons toutefois que 15 % des répondants n'ont fait aucun *coming out* à ce jour et que 25 % ne l'ont pas encore fait auprès de leurs parents.

L'objectif visé par ce sondage était de faire le point sur les difficultés personnelles, sociales et juridiques vécues par les jeunes gays et lesbiennes ayant recours aux services de l'organisme afin de mieux répondre à leurs besoins. La moyenne d'âge de la clientèle est de 15 ans mais celle de l'ensemble des répondants est de 30 ans. Il s'agit surtout d'hommes évoluant en milieu urbain.

ENCORE BEAUCOUP À FAIRE

L'intolérance, l'incompréhension et les préjugés demeurent donc, malgré tous les efforts réalisés ces dernières décennies pour lutter contre l'homophobie, en France et ailleurs dans le monde. Au Québec, plusieurs étudiants hésitent encore à s'inscrire à un cours sur la diversité sexuelle de peur que cela nuise à leur carrière ou à leur image, déplore Michel Dorais. Les gens ne veulent pas travailler sur le sujet parce qu'ils craignent d'être étiquetés. L'homophobie, y compris l'homophobie intériorisée, a toujours cours dans les écoles et les familles. L'hétérosexisme ou l'hétéronormativité perdure également au quotidien, c'est-à-dire la tendance généralisée consistant à faire comme si l'homosexualité n'existait pas ou à tout ramener à la norme hétérosexuelle (*a-t-il une blonde ? A-t-elle un chum ? Qui joue le rôle de l'homme ou de la femme dans un couple gay ?*) Résultat : les personnes homosexuelles se sentent seules dans leur ville, leur famille, leur école ou leur milieu de travail. Parce que le sujet est tabou. On n'en parle pas ou si peu. Si bien que le jour où les jeunes gays et lesbiennes prennent véritablement conscience de leur orientation, ils ont un choc. Parce qu'ils n'en ont jamais ou pratiquement jamais entendu parler ou surtout en des termes péjoratifs. Et le message qu'on lance lorsqu'on ne parle pas de quelque chose, c'est que c'est mal. Près de 50 % des répondants disent d'ailleurs avoir vécu

beaucoup de honte relativement à leur orientation. « *Les choses ont très peu évolué, c'est triste* », commente Michel Dorais.

Les résultats de ce sondage démontrent également que les jeunes gays et lesbiennes sont plus à risque de suicide que la moyenne. Huit enquêtés sur dix ont déjà vécu des épisodes dépressifs et trois sur dix ont tenté de mettre fin à leur jour. « *Ce qu'on observe, c'est que les gens vivent beaucoup de douleur. Ils souffrent beaucoup des étiquettes. Parce que quand tu es gay, tu n'es plus que ça. Est-ce qu'un chanteur chante différemment parce qu'il est gay ? Pourquoi fait-on référence à son orientation dans ce cas ?* » La détresse vécue par les répondants provient donc surtout de l'importance qu'ils accordent au regard disqualifiant des autres (alimentée, entre autres, par des qualificatifs négatifs tels que *tapette, pd, gouine, butch*, etc.).

« Ce qu'on observe, c'est que les gens vivent beaucoup de douleur. Ils souffrent beaucoup des étiquettes. Parce que quand tu es gay, tu n'es plus que ça »

Au Québec, certains organismes, tel que le Gris, font des rencontres de démythification dans les écoles. À la télévision, on présente de plus en plus de personnages gays. Mais beaucoup de gays et lesbiennes se suicident encore (ou songent à le faire) parce qu'ils vivent mal leur différence. Il n'y a pas si longtemps, un jeune s'est tué après qu'une vidéo ait circulé sur le net montrant son *chum* et lui en train de faire l'amour.

Le gouvernement et les instances publiques ont un rôle à jouer sur le plan éducatif, soutiennent les enquêtés. On devrait également offrir aux gays et lesbiennes plus de lieux pour socialiser, ce qui ne veut pas dire « *ghettoriser* », précise Michel Dorais.

DE L'ACCEPTATION AU COMING OUT

En plus de la difficile phase d'acceptation (vécue en moyenne autour de l'âge de 15 ans), les gays et lesbiennes vivent plusieurs

ERRATUM — Dans le dernier numéro, l'article *Évaluation d'une démarche de concertation portant sur le Guide d'intervention et de prévention en prostitution juvénile*, nous avons omis de mentionner que Michel Dorais, professeur à l'École de service social, est le coordonnateur scientifique du projet. Désolés...

coming out personnels (auprès des proches) et sociaux (en milieu de travail, scolaire, etc.) tout au long de leur vie, au fil des rencontres, des changements d'emplois ou d'activités sociales. À ces moments, ils ont souvent peur d'être rejetés.

QUAND LES PARENTS N'ACCEPTENT PAS... OU SOUS CONDITION

Certains parents acceptent relativement bien l'homosexualité de leur enfant. D'autres n'accepteront jamais. Entre ces deux réactions opposées, il y a les parents qui montrent une acceptation conditionnelle. Plusieurs d'entre eux ne veulent pas entendre parler de l'homosexualité de leur enfant ou rencontrer son conjoint. Silence, ignorance, évitement, voilà comment ils manifestent subtilement leur désapprobation. « *Mes parents acceptent que je sois gay mais ne veulent pas que mon frère le sache, comme si j'avais une maladie incurable* », souligne un jeune homme de 20 ans. « *Une répondante raconte comment sa mère tentait d'ignorer la situation en souhaitant qu'elle change* ». D'autres parents croient que leur enfant risque d'attraper le SIDA ou de fréquenter des gens malsains. Dans certaines familles religieuses intégristes, en France et ailleurs dans le monde, ce sont les menaces de mort qui planent. Ce n'est pas facile pour un jeune de prendre son courage à deux mains et de se confier à eux sachant qu'ils peuvent réagir si fortement !

LES RELATIONS AMOUREUSES

Les répondants accordent énormément d'importance à leur vie de couple mais soutiennent qu'il est très difficile de rencontrer quelqu'un; le bassin de population gaie étant plus restreint. Parce qu'ils croient qu'ils ne rencontreront jamais plus l'amour après une rupture, cette dernière peut être vécue très difficilement. De plus, les gays et lesbiennes bénéficient de moins de liberté en société (ils ne peuvent pas se donner d'affection en public comme les couples hétérosexuels, sans être confrontés au regard des autres du moins, n'ont pas les mêmes droits dans la plupart des pays, etc.) mais ils s'offrent plus de liberté dans leurs relations de couple (cohabitation ou non, monogamie ou polygamie, etc.).

LE DÉSIR D'AVOIR DES ENFANTS

Enfin, si vous croyez que les personnes homosexuelles ne veulent pas d'enfants, détrompez-vous, à cette

question, 60% des enquêtés ont répondu qu'ils souhaitent avoir des enfants et une vie de famille « *comme tout le monde* »... Même si c'est plus compliqué pour eux de l'obtenir et de le vivre ensuite au quotidien.

EN SOMME

Tous les jours, les jeunes gays et lesbiennes doivent composer avec cette différence qu'ils n'ont pas choisie et qui ne se voit pas au premier coup d'œil, comme la couleur de la peau ou le genre. C'est un défi de tous les instants. « *Le dire n'est pas tout, il faut le vivre* », résumait le chercheur et son assistante, Laurie Allaire, étudiante en sciences de l'orientation, dans un document en cours de rédaction qui mènera à la publication d'un livre portant sur ces résultats, l'année prochaine. ■

C 2010 2011 CONFÉRENCES
Centre jeunesse de Québec
Institut universitaire

Le deuil vécu par les enfants et les adolescents : enjeux et intervention
16 novembre 2010 – 19 h 30
Josée Masson, travailleuse sociale, fondatrice et directrice de « Deuil-Jeunesse », auteure du livre *Derrière mes larmes d'enfant, la mort et le deuil me font mal*
Audrey Renaud, travailleuse sociale (M.Serv.soc.), intervenante à « Deuil-Jeunesse »

Comment s'impliquer pour réduire la maltraitance envers les enfants?
1^{er} mars 2011 – 19 h 30
Dr. Jean Labbé, consultant pédiatrique en protection de l'enfance
Daniel Turcotte, Ph.D., professeur titulaire en service social à l'Université Laval

Compétences parentales et développement de l'enfant : pertinence pour la prévention sociale
26 avril 2011 – 19 h 30
George Tarabulsy, Ph.D., professeur titulaire au département de psychologie de l'Université Laval

MUSÉE DE LA CIVILISATION
85, Dalhousie • Québec • (418) 643-2158
Ouvert au public • Aucune réservation • Entrée gratuite
Pour information : (418) 661-6051 poste 1710

Centre jeunesse de Québec
Institut universitaire

3



Annie Vaillancourt
Rédaction

Sujet brûlant, de l'heure, la sexualité est omniprésente dans la vie des jeunes : dans leur intimité, en couple ou en groupe (et oui!), leurs tenues vestimentaires, leurs attitudes, leurs fantasmes, les médias, la publicité de masse, en classe. Ce mot est sur toutes les lèvres, représenté sur tous les écrans. C'est une source de bien-être, de valorisation même, et de problèmes...

Le colloque du Centre de recherche JEFAR intitulé *Jeunes à risque et sexualité*, qui s'est tenu le 19 novembre dernier au Pavillon Desjardins de l'Université Laval, a abordé différents thèmes d'actualité explorés à travers diverses recherches et pratiques québécoises et ontariennes récentes. Cet article présente brièvement trois des sept ateliers de la journée.

TABLE RONDE SUR L'HYPERSEXUALISATION

Constat de surenchère sexuelle (culture, sphère politique, médias, pornographie), concept de minceur extrêmement valorisé, au point d'être mis en lien avec l'augmentation des troubles alimentaires, érotisation du corps des jeunes filles (vus comme des objets sexuels), tenue vestimentaire et posture des adolescentes envoyant des signaux de type « *pute attitude* », comportements pré-prostitutionnels, séduction lucrative, c'est à tout cela que renvoie l'expression « hypersexualisation ». À tout cela et surtout, aux jeunes filles, jugées très sévèrement dans ce contexte : comme des prostituées lorsqu'elles s'habillent sexy et sont actives sexuellement ou comme des prudes lorsqu'elles sont réservées et pudiques. Tandis que les garçons, eux, qu'ils portent des pantalons aux fesses et soient très actifs sexuellement ou non, ça n'a pas d'importance. On ne les juge pas pour ça. À une exception près, aux yeux de bien des

jeunes, un « vrai » homme doit coucher. Au fait, saviez-vous que 30% des adolescents ont des « *amies particulières* » (partenaires sexuelles qui ne sont pas des amoureuses), parfois même en cachette, en plus de leur amoureuse, si cette dernière ne se sent pas encore prête pour la pénétration ? On ne leur en tient pas rigueur cependant, contrairement aux filles, aux amoureuses qui se respectent et aux amantes qui espèrent peut-être plus...

Le projet « *Outils des jeunes face à l'hypersexualisation* », dirigé par Francine Duquet, chercheuse en psychologie à l'UQAM, comporte trois volets. Le premier consistait à interroger des membres du personnel scolaire (37), des enfants (24) et des adolescents (69) afin de faire le point sur ce qu'ils savent et pensent de l'hypersexualisation et de la sexualisation précoce. « *D'après les jeunes, l'hypersexualisation actuelle fait en sorte que la valeur d'une personne est associée à son sex-appeal et à ses conduites sexuelles. On l'observe quand, par exemple, des jeunes filles de 8 à 13 ans s'habillent en petites femmes sexys* », explique-t-elle. Le second volet avait pour objectif de mettre sur pied des formations pour les intervenants qui œuvrent auprès des jeunes. Enfin, le troisième volet visait à



Les intervenants de la Table ronde : Francine Duquet, Julie Desrosiers, Francine Lavoie, Martin Blais et Caroline Caron



diffuser des outils didactiques (*Sexy Inc.*, un documentaire sur l'hypersexualisation, et *Oser être soi-même*, un document permettant d'animer 19 rencontres sur ce thème). Pour plus d'information : <http://www.hypersexualisationdesjeunes.uqam.ca/>.

Francine Lavoie et Marie-Hélène Gagné, chercheuses à l'École de psychologie de l'Université Laval, ont diffusé les résultats de leur recherche sur les activités sociales sexualisées (Tandem, vol. 5, n° 1 : <http://www.jefar.ulaval.ca/centreJefar>, onglet Publications). Le rôle des parents, d'après ces dernières : appuyer leurs jeunes pour qu'ils fassent des choix correspondant à leurs limites et à leurs désirs, les amener à réfléchir sur l'importance de l'intimité et jouer un rôle aux plans individuel et social afin de favoriser la résistance aux pressions extérieures.

« Les adultes ne nous parlent pas. Ils ne nous écoutent pas non plus »

Martin Blais, chercheur au département de sexologie de l'UQAM, a de son côté jeté un regard critique sur le concept d'hypersexualisation, alors que Caroline Caron, chercheuse à l'Institut d'étude des femmes de l'Université d'Ottawa, a rapporté le point de vue de 28 adolescentes sur ce sujet. « *Les adultes ne nous parlent pas. Ils ne nous écoutent pas non plus* », mentionnent-elles. Elles considèrent également qu'il y a exagération de la part des adultes en ce qui concerne le code vestimentaire. « *Un professeur a pris sa règle pour mesurer la longueur de la jupe d'une fille. Une autre a mis sa main dans un décolleté pour montrer que les garçons pouvaient le faire aussi* ». Les jeunes filles sont frustrées par cette application arbitraire, qui ne touche pas les garçons. Elles sont toutefois bien conscientes que certains jeunes exagèrent en se dénudant un peu trop, pour aller à l'école, notamment. « *Il faut protéger les jeunes contre eux-mêmes* », soutient Francine Duquet. Respectueusement.

LES IMPACTS JURIDIQUES DE LA HAUSSE DE L'ÂGE DU CONSENTEMENT SEXUEL

En 2008, au Canada, l'âge du consentement sexuel est passé de 14 à 16 ans. Ce n'est donc qu'à partir de l'âge de 16 ans qu'un jeune est considéré à même d'avoir une relation sexuelle de son plein gré. Cependant, une relation entre un jeune de 14-15 ans et un adulte peut être jugée au criminel uniquement si l'adulte a cinq ans de plus que le jeune, car les adolescents du même âge peuvent s'aimer physiquement, d'un point de vue légal. D'autres exceptions existent aussi. Par exemple, la pénétration anale est

permise seulement à partir de 18 ans, ce qui discrimine ouvertement les homosexuels. De plus, de nouvelles infractions ont été ajoutées, dont le leurre, sur Internet. Les conséquences d'une déclaration de culpabilité : casier judiciaire, emprisonnement minimal de 45 jours (probablement un an bientôt), inscription au registre des délinquants sexuels et déportation.

Julie Desrosiers, chercheuse en droit à l'Université Laval, publiera sous peu un article scientifique sur les impacts de cette hausse en protection de la jeunesse.

UN TRIP À TROIS

L'atelier intitulé *Un trip à trois* avait pour but de présenter un programme d'éducation à la sexualité comprenant 12 ateliers destinés aux adolescents des centres jeunesse (CJ). « *Ces jeunes sont plus actifs sexuellement et plus précoces que la moyenne* », indique Marie-Josée Roy, intervenante au CJQ-IU. « *Soixante quatorze pour cent des ados des CJ qui consomment n'utilisent pas de condom* », ajoute sa collègue, Sophie Routhier.

Les objectifs de ce programme : donner une vision positive de la sexualité, favoriser l'acquisition de connaissances, développer l'esprit critique et le sens des responsabilités et favoriser l'adoption de pratiques sexuelles sécuritaires. Les thèmes abordés sont l'amour et l'amitié, les changements à l'adolescence, les relations sexuelles, la contraception, les ITSS, l'orientation sexuelle, la consommation, la parentalité, le sexisme, les abus et la prostitution.

LE CENTRE DE RECHERCHE JEFAR A 25 ANS !

Un cocktail était offert en fin de journée pour souligner les 25 ans du Centre de recherche JEFAR...Longue vie encore ! ■



Dominique Goubau et Julie Desrosiers, organisateurs du colloque et animateurs de l'atelier sur les impacts juridiques de la hausse de l'âge du consentement sexuel

PHOTO : ANNIE VAILLANCOURT

Entrevue

Lorraine Juneau, réviseure au CJQ-IU, à propos de la recherche-action

« Violence conjugale et maltraitance : agir ensemble pour le mieux-être des enfants »

1. Vous participez à une recherche-action dirigée par Geneviève Lessard, chercheuse en service social à l'Université Laval, qui rassemble plusieurs organismes autour de mêmes situations (CJ, CSSS, GAPI, Maison des femmes, Maison de la famille, Centre d'amitié autochtone et, depuis peu, Violence-Info). D'abord, comment se présentent ces situations en centre jeunesse ?

Quand on parle de maltraitance, on fait référence aux mauvais traitements physiques mais aussi psychologiques. Parfois, les situations entrent ici par la violence physique envers les enfants et la violence conjugale n'est pas connue par nos services. On la détecte à travers notre travail. Et vice-versa. [...] Ces réalités sont très présentes.

2. Qu'est-ce qui caractérise cette double problématique ?

Si la mère, qui est sensée jouer un rôle de protection, n'est pas en mesure de mettre fin au problème, parce qu'elle est sous l'emprise de son conjoint : il faut en tenir compte. [...] Les séquelles sur les enfants peuvent être doublement importantes parce qu'il n'y a pas de modèle égalitaire. [...] Ce sont des problématiques complexes, cycliques. Il y a des périodes où on a l'impression que la situation s'est résorbée mais elle resurgit. Il y a beaucoup de crises. Et quand il y a des crises et bien c'est gros. C'est le genre de situation où la police débarque. La personne qui a exercé de la violence entre en prison. C'est la désorganisation. On pense par la suite que les parents ont compris. Qu'ils ont appris. Et les crises reviennent. Il y a des séparations. Des couples qui reprennent. Les interventions se font souvent en pics, selon les crises. On doit aller dans le domaine médical, lorsqu'il y a des blessures, dans les maisons d'hébergement pour protéger les victimes, au tribunal. On est souvent à la remorque des événements. Mais les crises amènent une prise de conscience et c'est là qu'on peut travailler avec les parents pour leur faire comprendre la nécessité d'agir. Les hommes qui exercent de la violence sont souvent acculés au pied du mur. Ils risquent de perdre leur conjointe et leurs enfants. C'est une motivation importante pour un changement. [...] C'est un travail qui se fait petit à petit. Pour les victimes et pour les personnes qui exercent de la violence. Mais il faut avoir une prise de position claire par rapport à la violence. C'est tolérance zéro. [...] Ça brasse beaucoup en intervention. Il faut être solide.

3. Quels motifs ont menés à la réalisation de cette recherche ?

Souvent, les établissements qui gravitent autour des familles ne travaillent pas vraiment de concert. Il y a des appels et des échanges d'information mais pas de concertation réelle. D'autant plus que ces organismes n'ont pas de facilité naturelle à travailler ensemble. Notre façon de voir le problème est différente. C'est normal, on n'a pas les mêmes missions ni les mêmes clients. Mais on travaille tous auprès d'un même système familial, on recherche tous le bien-être des personnes et que cette violence disparaisse.



Lorraine Juneau, réviseure

4. Parlez-moi de cette expérimentation

On a expérimenté un protocole de discussions cliniques auprès de cinq familles (24 intervenants). Ces intervenants provenaient d'au moins trois établissements représentant les points de vue du père, de la mère et de l'enfant (DPJ). On souhaitait améliorer la cohérence des interventions. On a tenu un journal de bord. On y transmettait nos commentaires anonymes à la suite d'une rencontre et on ajustait le protocole au

fur et à mesure, en fonction des besoins. [...] Les intervenants ont répondu à des questionnaires au moment de l'évaluation. Ils ont dit mieux connaître leurs partenaires aujourd'hui, comprendre mieux les situations et avoir tenu compte des discussions cliniques dans leurs interventions. Cette concertation leur a aussi permis de détecter des situations similaires dans d'autres familles. [...] La famille en retire des bénéfices si les intervenants comprennent mieux. Par exemple, en ce qui concerne les délais de placement. Il y a des temps prévus dans la loi pour que les parents se restructurent de façon importante. Au-delà de cela, on doit prévoir un projet de vie pour l'enfant. La loi est faite comme ça. On n'a pas le choix. Si les intervenants des autres organismes comprennent bien ça, la notion de temps prend plus d'importance quand ils se retrouvent avec le client. On est plus sur les mêmes bases, qui nous rattrapent de toute façon.

Ce premier exercice de concertation s'est fait à partir du processus DPJ. La première rencontre a eu lieu à la fin de l'orientation quand le dossier passait à l'application des mesures et la seconde, à l'étape de la révision, pour un bilan. [...] **On va reproduire cette expérimentation auprès de 50 familles. Le recrutement débutera sous peu. [Avis aux intéressés...]**

5. Ce protocole visait, entre autres, à résoudre les principales controverses existantes dans ce contexte. Qu'elles sont-elles ?

Premièrement, comment les pères peuvent-ils exercer des rôles de père dans ces situations-là ? On se demande souvent si on doit lâcher prise ou y croire. On se dit que l'enfant a droit à une relation avec son père, en autant que ce soit sécuritaire. [...] La deuxième controverse a trait à la difficulté de travailler ensemble quand on est un établissement qui gère des lois versus un organisme communautaire. La DPJ a beaucoup de pouvoirs. On nous en fait souvent le reproche. On ne s'aide pas si on bouscule les intervenants des autres organismes. Mais ce n'est pas de la mauvaise volonté de notre part. On en a beaucoup à gérer et on n'a pas beaucoup de temps. Il faut que nos partenaires apprennent à prendre leur place. La troisième controverse concerne les milieux autochtones. Comment on peut tenir compte des réalités et des valeurs de la culture autochtone et des autres milieux culturels ? C'est tout un défi !

Je participe à toutes les étapes du processus de recherche [recrutement, focus groups, codification, etc.]. C'est stimulant toutes ces réflexions. J'aime cette recherche parce qu'elle se passe dans l'action. C'est un travail de partenariat. **À suivre.** ■

Conférence du CJQ - IU

Le deuil vécu par les enfants et les adolescents : enjeux et intervention



PHOTO : GRACEUSETÉ DE JOSÉE MASSON

Josée Masson et Audrey Renaud, conférencières

Annie Vaillancourt
Rédaction

« *Il est parti* ». C'est souvent ce qu'on dit à un enfant lorsqu'on lui annonce le décès d'un être cher. On évite de lui parler de la mort parce qu'on s'imagine qu'il ne peut pas réellement saisir ce que ça veut dire. À tort et à raison.

En fait, « *c'est seulement autour de 9-10 ans qu'un jeune peut vraiment comprendre ce qu'est la mort* », ont précisé Josée Masson, travailleuse sociale et fondatrice de Deuil Jeunesse et Audrey Renaud, travailleuse sociale à Deuil Jeunesse, le 16 novembre dernier, dans le cadre d'une conférence grand public du CJQ – IU, au Musée de la civilisation, à Québec. Mais tous les enfants ont besoin de se faire expliquer simplement ce que signifie cette triste réalité et d'être accompagnés.

CE QU'ILS COMPRENNENT

Un bébé sent la tension, l'absence de la personne qu'il aime et certains changements liés à cette perte. Il aura besoin de se faire raconter, plus tard, ce qui s'est passé au cours de cette période. Ex. : « *Quand ta maman était à l'hôpital, tu as mis ta petite main sur sa tête, tu as flatté ses cheveux...* » « *Pour le jeune qui n'a pas de souvenirs de cette période, ce sera un facteur de protection* », souligne Josée Masson. Le petit enfant comprend ce qu'on lui raconte mais il croit, avec toutes les histoires qu'il entend, que les bons triomphent toujours des méchants et peut se demander pourquoi son proche est mort dans ce cas. Un peu plus vieux, le jeune est confus et se questionne beaucoup sur la mort. Le préado voudrait être grand et retient ses émotions alors qu'en réalité, il aimerait être réconforté. Enfin, l'adolescent traverse une période d'instabilité. « *Il a souvent désappris à dire ses émotions* ». Il philosophe davantage. Il est en crise. Pour bien saisir ce qu'est la mort, le jeune doit comprendre surtout que c'est : 1) irréversible, 2) lié à une cause physique, à l'atteinte d'un organe vital, 3) une fin absolue pour le défunt et 4) inévitable, nous passerons tous par là un jour.

COMMENT LES AIDER ?

Aux jeunes de tous âges, il faut parler de la mort. Leur expliquer que la personne ne peut plus bouger, jouer ni serrer quel-

qu'un dans ses bras. Il est important de leur parler des croyances et des rites existants. Au moment de l'annonce du décès, nous devons leur dire la vérité sur les causes (maladie, accident, suicide, homicide). En cas de maladie, avant la mort, il faut parler au jeune de cette maladie, le faire participer aux traitements (ex. apporter les pilules à maman) et le préparer à une mort possible (PPP). S'il s'agit d'une mort subite, l'enfant n'est pas préparé. Il est important de lui expliquer clairement et rapidement la situation afin d'éviter la culpabilité, l'anxiété, la remise en doute de l'amour du défunt ou qu'il apprenne la nouvelle dans les médias. Ne lui cachez jamais un suicide au risque de le voir perdre confiance envers les adultes lorsqu'il l'apprendra.

Les conférencières conseillent donc de recourir à cette formule de politesse pour annoncer la nouvelle aux jeunes : **S.V.P. S** : leur dire simplement les choses, sans détours. **V** : vérifier qu'ils ont bien compris le sens des mots employés (mort, enterrement, incinération, etc.) et **P** : préciser, c'est-à-dire leur fournir plus

« C'est beaucoup dans leurs comportements qu'on peut voir à quel point ils sont perdus : s'ils se battent à l'école, pleurent, s'isolent »

d'information, répondre à leurs questions et leur permettre d'exprimer en même temps leurs premières émotions. « *C'est beaucoup dans leurs comportements qu'on peut voir à quel point ils sont perdus : s'ils se battent à l'école, pleurent, s'isolent* », indique Josée Masson. Il est important qu'ils assistent aux rituels : « *offrez-leur d'y aller, sans leur imposer, 95 % des jeunes diront oui* ». Il est aussi essentiel de leur expliquer clairement le déroulement des événements, les réactions possibles et de les préparer à la vue du cadavre afin que ce ne soit pas traumatisant.

Pour les aider, il est recommandé d'être créatifs, de recourir au jeu, au dessin, aux livres, etc., de répondre à leurs questions honnêtement, rapidement, avec exactitude et tolérance (les mêmes questions peuvent revenir souvent). Enfin, de prendre soin de soi et d'être là au fil du temps, car la peine revient au fur à et mesure des rappels (ex. en voyant des photos). Ces réactions sont normales, imprévisibles et personnelles (NIP). Enfin, « *ils aiment entendre : je la connais ton histoire et je suis là* ».

LES SÉQUELLES POSSIBLES

Dépression, problèmes socio-économiques, troubles de développement, difficultés d'attachement, etc. ■

Projet étudiant

Dans la peau des jeunes délinquants

Annie Vaillancourt

Rédaction

Comment les jeunes délinquants perçoivent-ils leurs trajectoires délictuelles ? Julie Racine a tenté de répondre à cette question dans le cadre de son mémoire de maîtrise en service social en interrogeant six adolescents de 12 à 18 ans ayant commis minimalement deux actes criminels ou infractions, pour lesquels ils ont reçu au moins une sanction judiciaire. Ce projet était sous la direction de Danielle Maltais et Eve Pouliot, professeures à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

Ces jeunes, tous des garçons, ont été recrutés par l'entremise des organismes de justice alternative de la région. En moyenne, ils ont commencé à commettre des délits à l'âge de 12 ans. C'est également à cet âge qu'ils ont goûté pour la première fois à des substances illicites. Un lien qu'ils ne font étrangement pas entre le début de ces deux comportements délinquants.

LEURS MOTIVATIONS

À l'instar des résultats de plusieurs recherches sur le sujet, ils ont commencé à commettre leurs méfaits pour vivre de nouvelles expériences, parce qu'ils ont été influencés par leurs pairs, pour le plaisir, pour acquérir des biens matériels, par hasard, par défi ou parce qu'ils consommaient beaucoup. Bref, ils ont eu envie, comme la majorité des adolescents, d'une certaine dose d'interdit. Puis, ils ont récidivé pour revivre cette flambée d'adrénaline. Et pour la ressentir encore davantage, ils ont commis, en feu, des délits de plus en plus graves.

À ces gestes, ils associent des événements, des traits de personnalité ou des émotions négatives particulières de leur vie : des frustrations liées à une situation difficile, l'impulsivité, des relations familiales conflictuelles, une perception négative de la discipline parentale, la consommation de psychotropes, un sentiment d'injustice ou simplement un manque de jugement. « Un jeune vivait une situation familiale difficile. Sa mère s'était remariée. Il avait deux jeunes frère et sœur et se sentait mis à l'écart de sa famille. Ses parents étaient très sévères,

très stricts ». D'autres vivaient des frustrations liées à un déménagement ou à du favoritisme. « Ils ont une grande capacité d'analyse et font beaucoup de liens avec leurs contextes familiaux », commente l'étudiante aujourd'hui professionnelle de recherche au Centre de recherche appliquée en intervention psychosociale du CSSS de Lac-Saint-Jean Est, aussi chargée de cours à l'UQAC.



PHOTO : GRACIEUSETÉ DE JULIE RACINE

Julie Racine, M. Serv. soc.

QUELS SENS DONNENT-ILS À LEURS PARCOURS ?

Des garçons croient qu'il était préférable pour eux de vivre ce genre d'expérience à l'adolescence parce que les sanctions y sont moins lourdes. D'autres voient ces délits comme des erreurs de parcours qui ont entraîné des conséquences négatives importantes. Tandis que certains perçoivent ces trajectoires positivement, comme une occasion de développement personnel, de faire des apprentissages importants. Aujourd'hui, ces adolescents ne se voient plus comme des délinquants. Ils associent leurs comportements déviants à une période précise, trouble, de leur vie. Selon la littérature, 6 % des jeunes délinquants continuent de commettre des délits à l'âge adulte.

QUELS IMPACTS LES SANCTIONS ONT-ELLES ?

Du point de vue des jeunes interrogés, les sanctions les ont 1) dissuadés de poursuivre leurs activités délinquantes, 2) provoqués au point de leur donner envie de recommencer (si elles étaient trop sévères) ou 3) n'ont eu aucun effet sur leur décision de poursuivre ou non leurs comportements délinquants.

« Ce que j'ai remarqué, c'est que ce n'est pas tant les situations objectives que leurs perceptions des situations ou des sanctions qui ont eu une influence sur leurs comportements délinquants », observe Julie Racine. Bref, « ce que je retiens surtout pour l'intervention, c'est de tenir compte des perceptions des jeunes en entrevues individuelles pour adopter des stratégies d'intervention adaptées à ces perceptions ».

Conception, rédaction et réalisation: Annie Vaillancourt
Vos commentaires et suggestions: annie.vaillancourt@jefar.ulaval.ca

Adresses du Tandem :
Centre jeunesse de Québec – Institut universitaire, Direction scientifique
2915, avenue du Bourg-Royal – 3^e étage – Québec (Québec) G1C 3S2
<http://www.centrejeunessedequebec.com/institut/index.html>

Montage: Annie Vaillancourt et Direction des communications (CJQ-IU)
Graphisme (en-tête) : Étienne Dionne

Centre de recherche sur l'adaptation des jeunes et des familles à risque
Local 2458 – Pavillon Charles De Koninck
1030, avenue des Sciences humaines, Université Laval, Québec (Québec) G1V 0A6
<http://www.jefar.ulaval.ca/centreJefar>